



## Entretien



# Xavier Bertrand

« Je veux que cet événement prenne corps dans la région »



**En lice avec Paris pour l'organisation du festival international des séries** prévu en 2018, Xavier Bertrand, le président de la région Hauts-de-France, détaille son ambition d'accueillir ce rendez-vous. Audrey Azoulay, ministre de la Culture et de la Communication, a ouvert une concertation sur les candidatures des villes de Lille et Paris. Le résultat devrait être connu au printemps.

**Pour quelle raison vous êtes-vous positionnés quant à l'accueil d'un festival international consacré aux séries télévisées ?**

Je crois tout d'abord beaucoup au format série, et je réagis ici en tant que spectateur, en tant que citoyen. L'on ne peut en effet que constater le profond bouleversement qui a conduit la série vers ce format très populaire qu'elle est devenue aujourd'hui, non seulement en termes d'audience mais aussi de budget, de qualité, de création. De fait, j'y vois un fabuleux potentiel. Ensuite, l'idée de ce festival cadre tout à fait avec l'ambition que nous avons de développer à la fois le cinéma et la série télévisée. Pour autant, je ne crois pas qu'une greffe puisse prendre s'il n'existe pas un terrain favorable. Les Hauts-de-France ont cet atout mais il ne suffit pas : il s'agit également de démontrer que nous savons nous rassembler pour un projet aussi ambitieux pour notre région, en dépassant les clivages politiques. C'est la raison pour laquelle je suis allé défendre notre candidature avec la maire de Lille, Martine Aubry, devant le jury sous l'égide du CNC. Je sais que cela a surpris beaucoup de monde mais, sur ce sujet là, je laisse la politique politicienne de côté. Ensuite, ce qui m'intéresse, ce n'est pas de « décrocher » un festival mais avant tout d'organiser un rendez-vous international, à la fois incontournable

et populaire. Je veux que cet événement prenne corps dans la région.

**En lice face à l'Île-de-France pour attirer ce festival, de quels atouts dispose votre région ?**

Nous sommes une région transfrontalière, proche à la fois de la Belgique, des Pays-Bas et de l'Europe du Nord mais aussi du Royaume-Uni, et la facilité de circulation entre ces différents territoires est un premier atout. Ensuite, nous voyons bien qu'il existe ici un bouillonnement autour de l'image : nous avons des studios comme Ankama, nous allons accueillir en 2017 les Emile [version européenne des Annie Awards américains, ndlr], tandis que d'autres studios sont très intéressés par une installation sur notre territoire en raison de l'écosystème qui s'y est développé. Nous sommes une terre de cinéma et de tournages avec de nombreux films et séries qui sont tournés en Hauts-de-France. Nous sommes par ailleurs en discussion autour de nouveaux tournages qui pourraient avoir lieu dans le courant de l'année... Pour autant, la vocation de ce festival n'est pas exclusivement européenne : elle est internationale, ce qui signifie qu'il nous faut voir les choses en grand. L'idée n'est pas d'organiser un événement de plus, mais d'être porteur d'une ambition qui dépasse le cadre national pour devenir une référence d'envergure mondiale.

**Si ce festival venait à voir le jour sur votre territoire, quand aurait lieu la première édition ?**

La date de mars 2018 nous semble raisonnable et c'est la raison pour laquelle il est important qu'une décision intervienne au plus tard autour de mars 2017. Nous avons aujourd'hui le soutien de nombreux professionnels mais il reste un dernier round de concertation que le ministère mène avec des professionnels. Dans ce cadre, la question n'est d'ailleurs pas tant de choisir une ville plutôt qu'une autre, mais de s'interroger sur



la manière dont tel projet peut avoir le rayonnement à la fois populaire et international. Qu'il donne le sentiment aux acteurs – c'est à dire aux auteurs, aux diffuseurs et aux producteurs – qu'ils se sentent bien en Hauts-de-France et que l'on puisse offrir une nouvelle dimension aux séries télévisées. C'est tout l'enjeu de la décision que doit prendre la ministre.

**Vous avez annoncé il y a quelques mois une augmentation du budget alloué à la culture, laquelle permettrait au cinéma et à l'audiovisuel de bénéficier d'une enveloppe de 10 M€. Qu'est-ce qui a motivé ce choix ?**

La culture et la création artistique sont à la base de la réflexion ; elles sont une priorité. Lorsque j'ai été élu, j'ai décidé que nous devions avoir une nouvelle ambition pour la culture, qui se traduirait dans un premier temps par une augmentation importante du budget alloué par la région. Car les discours c'est bien, mais les actes concrets, c'est mieux ! Nous avons donc pris le parti de faire passer le budget culturel de 70 M€ à 110 M€ à la fin du mandat. La deuxième chose en laquelle je crois est que dans cette région, peut-être plus que dans d'autres, la culture est un moyen de faire sortir nombre de mes concitoyens de la colère et du repli sur soi.

**Le cinéma et l'audiovisuel bénéficiaient-ils déjà de cette attention avant votre élection ?**

Je dois souligner qu'en arrivant à la tête de la région, je ne parlais pas d'une page blanche : certains élus avaient déjà effectué un très bon travail, tandis que le nouveau cadre apporté par le crédit d'impôt au niveau national mais aussi le partenariat du CNC vis-à-vis des régions me semblaient tout à fait adaptés. En outre, il y avait déjà des acteurs comme Pictanovo solidement implan-

tés sur le territoire qui avaient fait la preuve de leur efficacité. Tout cela constituait un héritage non négligeable et, de fait, il était possible d'avancer vite, d'inscrire l'ambition que j'avais pour le cinéma dans une dimension immédiatement concrète. Ce qui a été fait avant moi étant de très bonne qualité, je tente, modestement, de lui faire prendre une dimension supplémentaire parce que je pense que la période se prête à l'offensive culturelle. Et si nous sommes parmi les premiers, il serait d'ailleurs bon que nous ne soyons pas les seuls.

**Qu'attendez-vous de cette politique, en termes d'emploi comme de création, mais aussi de retombées économiques ?**

En tant que politique, il y a bien longtemps que j'ai fini de me réfugier derrière les chiffres. Je sais qu'avec une telle augmentation de budget, nous allons pouvoir produire nombre de fictions télévisées ou de films de cinéma supplémentaires, mais qui connaît réellement la réponse quant à l'impact économique avant même que ces projets se soient réalisés sur le territoire ? Cela reste une grande question. Actuellement nous affichons environ 900 jours de tournage et environ 26 M€ de retombées économiques et pensons donc pouvoir accueillir une centaine de nouveaux projets par an. J'en accepte l'augure mais suis incapable de vous dire s'il s'agira finalement de 80 ou 110 projets ; je ne peux pas refuser un projet parce que nous serions en panne de budget. Pour revenir à votre question, j'attends de cette politique le renforcement de la structuration de la filière cinéma et audiovisuelle au niveau régional mais tiens cependant à rappeler que la dimension économique n'est pas le premier ni le seul élément qui entre en compte : il s'agit avant tout de développer les projets culturels et la création.

**Propos recueillis  
par Thomas Blondeau**